

Section 11. — Reconnaissance des certificats de navigation des bâtiments de pays tiers

Art. 30. En attendant l'entrée en vigueur d'accords de reconnaissance mutuelle des certificats de navigation entre l'Union et des pays tiers, le Président de la Commission de Visite peut reconnaître les certificats de navigation des bâtiments de pays tiers pour la navigation sur les voies navigables de la Région de Bruxelles-Capitale.

La délivrance des certificats de l'Union pour bateaux de navigation intérieure aux bâtiments de pays tiers doit être conforme aux dispositions des articles 6 à 10.

Art. 31. Le Ministre qui a la Mobilité et les Travaux publics dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 mai 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

Afdeling 11. — Erkenning van vaartcertificaten van vaartuigen uit derde landen

Art. 30. In afwachting van de inwerkingtreding van overeenkomsten tussen de Unie en derde landen inzake de wederzijdse erkenning van vaartcertificaten kan de voorzitter van de visitatiecommissie de vaartcertificaten van vaartuigen van derde landen erkennen voor het varen op de binnenwateren van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De afgifte van Uniebinnenvaartcertificaten aan vaartuigen van derde landen moet conform de bepalingen van de artikelen 6 tot 10 gebeuren.

Art. 31. De Minister bevoegd voor Mobiliteit en Openbare werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 mei 2019.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12763]

9 MAI 2019. — Décret modifiant le décret relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'Action sociale, de la Famille et de la Santé afin d'autoriser la création de salles de consommation à moindre risque

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. A l'article 7, 4° du décret relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'Action sociale, de la Famille et de la Santé, un point *c*) est ajouté :

“ *c*) Les services agréés pour réaliser les activités visées au point *b*) peuvent également mettre en place une salle de consommation à moindre risque, c'est-à-dire un service ambulatoire offrant aux personnes consommatrices de drogues un lieu protégé permettant de consommer dans des conditions socio-sanitaires optimales et sous la supervision d'une équipe pluridisciplinaire en vue de diminuer les risques pour la santé, leur entourage et l'environnement et de permettre la réinsertion dans la société, conformément à l'article 37bis. ».

Art. 3. Un article 37bis rédigé comme suit est ajouté au décret ambulatoire :

“ § 1^{er}. Pour être agréé comme service ambulatoire organisant une salle de consommation à moindre risque, le service doit poursuivre les finalités et mettre en œuvre les activités suivantes :

1° En ce qui concerne les usagers :

- réduire les risques de surdose (létale ou non), d'infections et d'autres complications liées à la consommation de drogues en procurant un environnement respectant des règles d'hygiène fondamentales, en fournissant du matériel stérile et en supervisant la consommation ;
- encourager les usagers à pratiquer des dépistages de maladies infectieuses (VIH, hépatites notamment) afin de connaître leur statut sérologique ;
- améliorer l'accès aux soins somatiques, psychologiques et l'accès aux traitements des dépendances des usagers les plus précaires en favorisant leur inscription dans le circuit de soins et les services socio-sanitaires (orientations) ;
- stabiliser les usagers en leur donnant accès à un suivi social pour favoriser leur réinsertion et restaurer leur dignité ;
- constituer une porte d'entrée vers la remise en ordre socio-administrative et l'hébergement ;

- créer et maintenir un lien social avec des personnes marginalisées, voire exclues du système de droit commun.

2° En ce qui concerne l'environnement :

- améliorer la tranquillité publique et le cadre de vie pour les riverains ;
- réduire les consommations de drogues et les nuisances associées dans l'espace public ;
- diminuer la visibilité de l'usage notamment liées aux scènes ouvertes de consommation ;
- diminuer la présence de seringues et des déchets associés à la consommation dans l'espace public.

§ 2. Pour être agréé comme service ambulatoire organisant une salle de consommation à moindre risque, le service doit également disposer, dans son personnel ou par convention, d'une équipe pluridisciplinaire minimale composée :

- d'un demi équivalent temps plein remplissant la fonction médicale ;
- d'un demi équivalent temps plein remplissant la fonction psychologique ;
- d'un équivalent temps plein remplissant la fonction sociale ;
- d'un équivalent temps plein infirmier ;
- d'un équivalent temps plein remplissant la fonction d'accueil et/ou administrative.

§ 3. Pour être agréé comme service ambulatoire organisant une salle de consommation à moindre risque, le service doit enfin :

1° disposer de locaux adaptés en termes de logique de trajectoire de soins, transdisciplinaire et d'accueil inconditionnel offrant des garanties en termes de sécurisation des lieux et des alentours, conformément à l'article 113 du présent décret ;

2° organiser une collaboration effective avec un ou plusieurs établissements hospitaliers. Le Collège détermine le contenu de la collaboration avec les établissements hospitaliers ;

3° collaborer avec les services ambulatoires et plus spécifiquement les services actifs en matière de toxicomanie. Le Collège détermine les modalités de la collaboration avec les services ambulatoires ;

4° disposer d'un règlement d'ordre intérieur. Le Collège fixe le contenu minimum du règlement d'ordre intérieur ;

5° disposer d'un contrat à faire signer préalablement par chaque usager de la salle. Le Collège fixe le contenu du contrat ;

6° organiser des rencontres périodiques avec le voisinage et disposer d'une ligne téléphonique directe permettant aux riverains de prévenir les responsables de la salle en cas d'événements problématiques. Le Collège détermine les modalités d'organisation des rencontres périodiques et de la ligne téléphonique ;

7° disposer d'une convention de collaboration établissant un lien structurel avec la zone de police concernée et le service de prévention de la commune concernée avec la signature de protocole et l'organisation de comités de pilotage et d'accompagnement. Le Collège détermine le contenu de la convention de collaboration. ».

Art. 4. Un article 127bis, rédigé comme suit, est ajouté au décret ambulatoire :

« Le Collège détermine les normes spécifiques et les critères d'octroi de moyens complémentaires à un service ambulatoire organisant une salle de consommation à moindre risque. Il fixe les normes et conditions d'agrément, notamment en fonction des critères minimaux prévus à l'article 37bis. ».

Bruxelles, le 26 avril 2019.

La Présidente
Une Secrétaire
Le Greffier

Bruxelles, le 9 mai 2019.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

F. LAANAN,
Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois chargée du Budget, de l'Enseignement,
du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture
R. VERVOORT,
Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme
C. JODOGNE,
Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Fonction publique,
de la politique de la Santé
D. GOSUIN,
Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Formation professionnelle
C. FREMAULT,
Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Politique d'aide aux Personnes handicapées,
de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/12763]

9 MEI 2019. — Decreet houdende wijziging van het decreet betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid om de oprichting van consumptiezalens met laag risico toe te laten

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen en verkondigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Onderhavig decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 7, 4° van het decreet betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid, wordt een punt *c*) toegevoegd :

“ *c*) De diensten die zijn erkend om de onder *b*) genoemde activiteiten uit te voeren, kunnen ook een consumptiezaal met laag risico opzetten, dit wil zeggen een ambulante dienst die drugsgebruikers een beschermde plaats biedt om te verbruiken onder optimale sociale en medische omstandigheden en onder toezicht van een multidisciplinair team om de risico's voor de gezondheid, hun omgeving en het milieu te verminderen en om re-integratie in de samenleving mogelijk te maken, in overeenstemming met artikel 37*bis* ».

Art. 3. Een artikel 37*bis* luidend als volgt wordt toegevoegd aan het ambulante decreet :

“ § 1. Om erkend te worden als ambulante dienst voor de organisatie van een consumptiezaal met laag risico moet de dienst de volgende doeleinden beogen en de volgende activiteiten uitvoeren :

1° Wat de gebruikers betreft :

- de risico's op overdosering (dodelijk of niet), infecties en andere complicaties gerelateerd aan het drugsgebruik verminderen door een omgeving aan te bieden die de basishygiëne respecteert, steriele apparatuur levert en toezicht houdt op het gebruik;
- de gebruikers aanmoedigen om screening op infectieziekten uit te voeren (met name HIV, hepatitis) om hun serologische status te kennen
- verbetering van de toegang tot somatische, psychologische zorg en de toegang tot behandelingen van verslavingen van de meest onzekere gebruikers door bevordering van hun opname in het zorgstelsel en sociale gezondheidsdiensten (doorverwijzingen) ;
- de gebruikers stabiliseren door hen toegang te geven tot sociale monitoring om hun re-integratie te bevorderen en hun waardigheid te herstellen
- een toegangspoort vormen naar de sociaal-administratieve reorganisatie en huisvesting
- een sociale band creëren en behouden met gemarginaliseerde mensen, zelfs uitgesloten uit het systeem van gemeen recht

2° Wat de omgeving betreft :

- de openbare rust verbeteren en de leefomgeving voor de bewoners ;
- het druggebruik en de bijhorende overlast in de openbare ruimte verminderen;
- de zichtbaarheid van het gebruik met name in verband met het gebruik in open ruimtes verminderen ;
- de aanwezigheid van spuiten en afval in verband met het gebruik in de openbare ruimte verminderen.

§ 2. Om erkend te worden als ambulante dienst voor de organisatie van een consumptiezaal met laag risico moet de dienst, in haar personeel of bij overeenkomst, beschikken over een minimaal multidisciplinair team, samengesteld uit :

- een halve voltijdse equivalent die de medische functie vervult ;
- een halve voltijdse equivalent die de psychologische functie vervult;
- een voltijdse equivalent die de sociale functie vervult;
- een voltijdse equivalent verpleger;
- een voltijdse equivalent die de functie van onthaal en/of administratie vervult.

§ 3. Om erkend te worden als ambulante dienst voor de organisatie van een consumptiezaal met laag risico moet de dienst tot slot:

1° beschikken over twee aangepaste lokalen in termen van transdisciplinaire logistiek voor zorgpaden en onvoorwaardelijke opvang die garanties bieden inzake beveiliging van gebouw en omgeving, overeenkomstig artikel 113 van dit decreet ;

2° een effectieve samenwerking organiseren met een of meerdere ziekenhuizen. Het College bepaalt de inhoud van de samenwerking met de ziekenhuizen ;

3° met de ambulante diensten samenwerken en meer in het bijzonder met de diensten die actief zijn op het gebied van drugsverslaving. Het College bepaalt de modaliteiten van de samenwerking met de ambulante diensten ;

4° beschikken over een huishoudelijk reglement. Het College stelt de minimale inhoud van het huishoudelijk reglement vast.

5° beschikken over een contract dat voorafgaandelijk door elke gebruiker van de zaal ondertekend moet worden. Het College legt de inhoud van het contract vast.

6° periodieke vergaderingen organiseren met de buurt en beschikken over een directe telefoonlijn zodat de buurtbewoners de zaalverantwoordelijken onmiddellijk kunnen verwittigen in geval van problematische gebeurtenissen. Het College bepaalt de organisatie van de periodieke vergaderingen en van de telefoonlijn ;

7° beschikken over een samenwerkingsovereenkomst die een structurele link legt met de betrokken politiezone en de preventiedienst van de betrokken gemeente met de ondertekening van het protocol en de organisatie van stuur- en begeleidingscomités. Het College bepaalt de inhoud van de samenwerkingsovereenkomst.”

Art. 4. Een artikel 127bis luidend als volgt, wordt toegevoegd aan het ambulante decreet :

“Het College legt de specifieke normen en criteria vast voor de toekenning van bijkomende middelen voor een ambulante dienst voor de organisatie van een consumptiezaal met laag risico. Het legt de normen en voorwaarden voor erkenning vast, met name in functie van de minimumcriteria voorzien in artikel 37bis.”

Brussel, 26 april 2019.

De Voorzitter
Een Secretaris
De Griffier

Brussel, 9 mei 2019.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

F. LAANAN,
Minister-Voorzitter van de Brusselse Franstalige Regering belast met Begroting, Onderwijs, Schoolvervoer,
Kinderopvang, Sport en Cultuur

R. VERVOORT,
Minister van de Brusselse Franstalige Regering belast met Sociale Cohesie en Toerisme
C. JODOGNE,
Minister van de Brusselse Franstalige Regering belast met Openbaar Ambt, en Gezondheidsbeleid

D. GOSUIN,
Minister van de Brusselse Franstalige Regering belast met Beroepsopleiding
C. FREMAULT,
Minister van de Brusselse Franstalige Regering belast met Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,
Sociale Actie, het Gezin en Internationale Betrekkingen

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12581]

29 MARS 2019. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 9 mai 2019 pages 44814-44827 la publication doit être considéré comme nulle.

29 MARS 2019. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences.

Bruxelles, le 29 mars 2019.

La Présidente
Une Secrétaire
Le Greffier

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

F. LAANAN,
Présidente du Collège
D. GOSUIN,
Membre du Collège en charge de la Formation